

La situation économique des Etats-Unis et le plan Marshall

Autor(en): **Mendès-France, Pierre**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales**

Band (Jahr): **6 (1948)**

Heft 3

PDF erstellt am: **20.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-132801>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Documents

La situation économique des Etats-Unis et le plan Marshall¹

par Pierre MENDÈS-FRANCE
député, ancien ministre

Le rôle que l'économie américaine joue dans l'économie mondiale n'a pas besoin d'être souligné. Voilà un pays qui n'a pas plus que 6 % de la population du globe, mais qui fournit approximativement 50 % de sa production !

Que s'est-il passé depuis la fin des hostilités, depuis l'année 1946, que les Américains appellent l'année de la « reconversion » ?

La « reconversion », c'est la transformation de l'économie de guerre en économie de paix. Pendant la guerre de nombreux écrivains et économistes s'étaient demandé avec inquiétude comment on passerait d'un régime à l'autre, l'un tendu uniquement vers les nécessités de la guerre, les restrictions et l'épargne — l'autre tout différent et orienté vers la consommation civile. Douze millions d'hommes et de femmes étaient mobilisés et les ouvriers travaillaient pour la production de guerre. On se demandait comment les uns et les autres, hommes et femmes, seraient reclassés dans la vie civile ; on prévoyait du chômage pour une fraction importante de la population, on parlait de situation dramatiquement difficile pour toute l'industrie qui devait se réadapter à peu près sans transition. Mais les pouvoirs publics avaient préparé cette conjoncture avec beaucoup de soins, de courage et d'énergie — car il en fallait. Le plan qui avait été préparé était comparable à un plan de mobilisation. Il a été pleinement réussi ; il n'y eut ni heurt, ni choc, ni chômage important. En 1947, la proportion des chômeurs s'élevait à 4 % seulement de la population employée, chiffre insignifiant, si l'on considère que dans ces 4 %, une fraction est constituée par les démobilisés prenant un repos avant de se consacrer à nouveau à une activité civile ; par des ouvriers en mutation, comme cela se produit toujours dans la vie normale, etc.

Certains chiffres sont frappants : de juillet 1945, à juin 1947, les forces armées ont passé de 12 millions d'hommes à 1.400.000. Les fonctionnaires de l'Etat ont passé de 5,9 millions à 5,4 ; au total les hommes et les femmes employés par le Gouvernement pour les besoins militaires et normaux ont été réduits de 18 millions à 6,8 millions. La différence soit plus de 11 millions d'hommes a été réassimilée dans le secteur civil avec une extraordinaire facilité.

Au moment de la démobilisation, les industries du secteur privé ont subi une sorte de choc, comme le contre-coup de la reconversion qui s'est traduite d'abord par une réduction de la main-d'œuvre employée dans ce secteur ;

¹ Nous donnons ici le texte presque intégral de la conférence prononcée à Lausanne, en date du 10 décembre 1947, par M. Pierre Mendès-France.

plus tard, le redressement s'est manifesté et le plein emploi s'est progressivement réalisé. Ce fut dès lors la recherche de la main-d'œuvre devenue bientôt rare. Le secteur privé employait 48 millions et demi d'hommes en juillet 1945, 55 millions en 1947. Pendant la guerre, M. Wallace avait publié un livre intitulé *Sixty million jobs* ; d'après lui, le but à atteindre par la politique économique d'après guerre était d'offrir une soixantaine de millions d'emplois productifs, de « jobs » aux Américains. Quand il publia son livre, l'avis général fut qu'il était un visionnaire ; c'était, disait-on, une vue de l'esprit ou une promesse démagogique que d'imaginer que, tout de suite après la guerre, 60 millions d'Américains pourraient être employés. A cette époque, au contraire, on se préoccupait d'organiser la neutralisation, la stérilisation d'une fraction de la main-d'œuvre pour combattre le chômage redouté. Offrir du travail à 60 millions d'Américains paraissait impossible. En fait, ce but s'est trouvé réalisé avec une extraordinaire rapidité et même dans des conditions qui ont dépassé les prévisions les plus optimistes. L'été dernier, le chiffre de 60 millions a été atteint !

Quelle est la source de la demande qui a absorbé la production de cette main-d'œuvre ? D'abord, une partie de la demande du temps de guerre fut remplacée par une demande équivalente d'origine privée ; par exemple, des marchandises qui, pendant la guerre étaient achetées par le Gouvernement pour nourrir ou vêtir l'armée, furent achetées par les anciens combattants pour se nourrir ou se rééquiper, transfert assez simple. Puis on assista au développement des catégories professionnelles ne nécessitant pas un équipement particulièrement développé ; ensuite encore, vinrent des offres d'emploi des usines du secteur civil.

On constata en fait une extraordinaire souplesse du système économique. Employeurs, ouvriers, matériel, passèrent des fournitures militaires ou ayant un rapport avec la guerre, aux travaux correspondant à la satisfaction des besoins nouveaux.

Mais le tout n'était pas de procurer du travail aux hommes ; encore fallait-il écouler les marchandises produites dans le secteur civil. Pendant la guerre, les biens de consommation, soit durables, soit semi-durables étaient rares ; les Américains ne pouvaient pas se procurer facilement les autos, les radios, les pneus, les maisons neuves, qu'ils désiraient. Mais en contre-partie, ils accumulaient des sommes considérables à titre d'épargne, de réserves. Il y avait là une masse de disponibles, une demande potentielle pour les biens que brusquement l'industrie offrait de nouveau.

La production nationale brute des Etats-Unis pour 1946 (soit le revenu national plus les sommes prévues notamment pour l'amortissement) est évaluée à 204 milliards de dollars. Si on compare cette somme à ce que fut la production nationale brute pendant les années précédentes, alors que les besoins de guerre se faisaient sentir de façon pressante et provoquaient un surcroît massif de la demande, on trouve les chiffres suivants : pour 1944, 198 milliards de dollars ; pour 1945, le chiffre record (à l'époque) 213 milliards de dollars.

En 1946, les besoins de guerre faisant défaut, on aurait pu assister à une chute brusque si des précautions n'avaient pas été prises ; on n'est tombé qu'à 204 milliards, c'est-à-dire une faible variation de l'ordre de 5 %.

La répartition de ce total de 204 milliards se décompose comme suit :

Biens de consommation durable (type automobiles)	15 milliards
Investissements industriels	18 »
Construction de logements nouveaux	3 »
Soit au total	<u>36 milliards</u>

d'investissements, au sens le plus large du mot. Etant donné les besoins, ces chiffres auraient pu être très supérieurs ; mais les matières premières étaient en quantités limitées et l'équipement se trouvait insuffisamment reconverti.

Viennent ensuite les achats par l'Etat de biens et de services pour un montant de 31 milliards, en 1946, contre 100 milliards à peu près en 1945. L'excédent d'importation soit 5 milliards non compris le financement des opérations payées par l'Etat, prêt-bail, UNRRA, etc, (ces dépenses font partie des « dépenses gouvernementales ») ; il y a lieu également de faire entrer en ligne de compte l'accroissement des stocks pour 4 milliards, début de la reconstitution des stocks, réduits pendant le temps de la guerre ; enfin, dernier élément : consommation de biens non durables, de biens nécessaires à la vie quotidienne, évalués à 129 milliards.

Si l'on ajoute à cette somme de 129 milliards pour la consommation des biens et marchandises non durables, les 15 milliards des bien durables, on arrive à un total de 144 milliards pour l'ensemble de la consommation privée. Ce chiffre est à rapprocher de la production nationale qui s'élevait donc à 204 milliards. Il en résulte que près des trois quarts de la production brute en 1946, ont été destinés aux consommateurs du secteur privé. Si l'on compare cette répartition à celle de 1945 on remarque qu'au contraire près de la moitié de la production globale brute a été absorbée en 1945 par les besoins de l'Etat (notamment pour la poursuite de la guerre). C'est l'un des aspects les plus curieux de la reconversion.

En résumé, 1946 fut l'année du plein emploi. L'expansion de la consommation fut considérable ; une augmentation massive du niveau de vie de la population américaine fut réalisée.

En 1947, on constate d'abord une augmentation de la main-d'œuvre de l'ordre de 5 % par rapport à l'année précédente. Les chiffres des trois premiers trimestres de 1947 sont les suivants :

1. Cadence de la production annuelle basée sur les résultats du premier trimestre : 223 milliards contre 204 (production 1946).

2. Cadence de la production annuelle basée sur les résultats du deuxième trimestre : 229 milliards.

3. Cadence de la production annuelle basée sur les résultats du troisième trimestre : 232 milliards, chiffre record, qui n'avait jamais été approché dans le passé.

Quel est l'emploi de ces 232 milliards de production nationale brute ?

La cadence du troisième trimestre de l'année 1947 donne une base annuelle de 20 milliards pour les biens durables ; il semble que les progrès ont continué

lentement pendant le quatrième trimestre et on estime que la demande pourra être de l'ordre de 20 milliards pour l'année en cours.

Pour les investissements industriels il y eut une pointe au cours du premier trimestre 1947, puis une légère baisse, la demande restant toutefois élevée. On peut compter 20 milliards pour 1947.

Quant à la consommation des biens non durables et des services, elle a augmenté encore en 1947. Les « revenus disponibles » sont constamment croissants, par suite de l'augmentation des salaires, des profits commerciaux, résultant de la suppression des contrôles, de l'augmentation des dividendes distribués par les sociétés ; la cadence de consommation des biens non durables et des services pour les trois premiers trimestres a donc bondi, correction faite pour les oscillations saisonnières, de 139 milliards et demi à 142,8 puis à 148 milliards (cadence de consommation annuelle). Un tel progrès n'avait jamais été constaté, même durant les années d'avant guerre les plus prospères.

L'excédent des exportations sur les importations a également connu un record, passant de 5 milliards en 1946 à plus de 10 milliards pour 1947.

Il reste à examiner l'évolution des stocks en 1946, marquant un accroissement de l'ordre de 4 milliards. On a reconstitué des stocks qui, pendant la guerre, s'étaient amenuisés. Toutefois un certain ralentissement s'est fait sentir en 1947 par suite de la croyance, assez répandue aux Etats-Unis, que l'on s'acheminait vers une période de calme relatif, éventuellement même de détente des prix ; de nombreux commerçants, intermédiaires et fermiers hésitèrent à accumuler des stocks. Par contre, dans le troisième trimestre, en raison de la demande maintenue du marché international et de la demande intérieure qui ne cessait d'augmenter, il y eut de nouveau une tendance à croire à la hausse des prix, et en conséquence une tendance au stockage des marchandises.

En totalisant, pour le cours de l'année 1947, les biens durables, les investissements industriels, les constructions de logements, les achats gouvernementaux de biens et de services, la consommation de biens non durables par le secteur privé, l'évolution des stocks, le surcroît d'exportations, on obtient un total d'environ 235 milliards pour la demande globale. Il s'agit là d'approximations seulement, mais en tout cas, l'ordre de grandeur n'est pas contestable et peut être pris comme une base de raisonnement sérieuse.

On peut donc prévoir comme total général de la demande en 1947 un volume global de 235 milliards, alors que la production nationale brute aux niveaux de prix du troisième trimestre ne correspondait qu'à 232 milliards. La demande est supérieure à la production et il est probable que le déséquilibre s'est maintenu au cours du quatrième trimestre de l'année. On peut affirmer en conséquence que la demande a exercé une pression sur toute l'économie américaine. L'activité de la consommation des biens non durables, l'activité un peu moindre des investissements, et l'épuisement des ressources de main-d'œuvre disponible ont non seulement compensé la réduction de la demande gouvernementale pour les besoins de guerre mais encore créé une pression inflationniste qui a chassé les prix vers un niveau élevé inconnu jusque-là, et que certains considèrent comme dangereux.

A vrai dire, la situation est variable d'une industrie à l'autre, d'une production agricole à l'autre ; dans certains secteurs, il y a saturation, au moins passagère, et cela est assez sensible dans l'industrie des pneus, des camions, des wagons, etc. D'autres secteurs commencent également à connaître un ralentissement de la demande et un commencement de saturation. Il n'en résulte pas toujours une baisse des prix très nette, car la pression inflationniste pèse sur l'ensemble des prix.

Certains secteurs voient réapparaître la concurrence, et la preuve en est dans l'expansion de l'industrie de la publicité : la concurrence commerciale reprend ses droits et les producteurs cherchent à s'arracher les clients les uns aux autres.

Dans ces conditions (saturation pour certaines marchandises, réapparition de la compétition commerciale), on s'explique que divers milieux d'affaires et divers journaux manifestent de l'inquiétude et parlent de crise éventuelle alors que nous nous trouvons cependant dans une période d'évolution ascensionnelle. Les uns prévoient une crise légère seulement, ce qu'ils appellent une recession ; d'autres envisagent au contraire une crise plus sérieuse, qui pourrait se produire en 1948.

Pour bien comprendre ce que peuvent signifier ces inquiétudes, il faut se souvenir que la structure économique américaine est très peu stable par sa nature, qu'elle connaît des oscillations aussi violentes que rapides.

Aux États-Unis, il existe un nombre proportionnellement considérable de salariés ; il y a peu d'entreprises indépendantes ou artisanales. Les producteurs agricoles sont spécialisés, il y a peu de polyculture. Pour toutes ces raisons, l'économie américaine est vulnérable. Il suffit d'un faible excédent de la demande pour que se déclenche une violente hausse des prix et un processus inflationniste. Au contraire, un faible déficit de la demande provoque soudainement la mévente et le chômage. Nous sommes en présence d'un mécanisme sensible et fragile qui explique la rapidité et l'intensité des crises, lorsqu'elles se produisent. De là, dans le public américain, une psychologie particulière, la terreur de la crise, la terreur du chômage, la terreur pour chaque Américain de perdre son *job*. C'est une chose frappante, que dans la situation de plein emploi que nous connaissons aujourd'hui où chacun trouve du travail et où les patrons sont tous à la recherche de main-d'œuvre, l'Américain moyen vit dans la crainte de perdre son *job* du fait d'une nouvelle crise !

Nous ne connaissons rien de vraiment comparable en Europe occidentale ; en France ou en Suisse, pays stables, où se trouvent des éléments de régularité, de sécurité, nous sommes moins sensibles aux crises ; nous bénéficions moins largement des périodes de grande expansion, et nous sommes également moins douloureusement affectés lorsque des difficultés économiques se produisent. Dans l'esprit de tout Américain moyen persiste le souvenir de 1929 ; il ne vit pas tant dans la crainte de la guerre, que dans la crainte de voir se reproduire une crise comparable à celle de 1929 qui laissa un véritable souvenir de terreur. Voilà pourquoi pendant toute l'année 1947, tandis qu'il y avait en permanence une forte demande de main-d'œuvre, les travailleurs, les bourgeois, les hommes d'affaires, les spéculateurs ne cessèrent pas de redouter la crise.

Mais, alors que les milieux d'affaires étaient hantés par la crainte d'un excédent de l'offre, le Gouvernement — contraste étrange — n'a pas cessé de craindre un excédent de la demande pour les raisons suivantes : il réalise la nécessité de fournir à l'étranger les denrées de base qui restent rares ; il sait que la demande massive de produits agricoles, de denrées essentielles peut entraîner de nouvelles poussées de hausse de plus en plus vives, conduisant inévitablement à une réaction violente. Il semble aussi croire qu'il est plus facile de contrarier un développement déflationniste, que d'arrêter une évolution inflationniste dérégulée. C'est pour cela que le président Truman a proposé que, malgré la production considérable, on rétablisse le rationnement, le contrôle des prix sur les produits agricoles, dont certains atteignent des prix excessifs, le contrôle des salaires, des crédits bancaires, des stocks ; il a demandé et obtenu des compressions budgétaires massives ; tout cela est destiné à rétablir l'équilibre entre la demande et le revenu national effectif.

D'après les déclarations d'un haut fonctionnaire américain, M. Livingstone, chef de la division économique du Département du commerce, le commencement de la saturation est sensible pour les biens durables. Il y a toujours une demande importante et non satisfaite, mais elle se fait tout de même moins forte depuis quelque temps. La meilleure preuve en est dans l'évolution de la prime qui se négocie et qui permet à un particulier de se procurer immédiatement une voiture alors que s'il la commandait à l'usine, il devrait attendre plusieurs mois. Cette prime est en baisse, on approche du moment où la clientèle pourra se procurer facilement ce qu'elle demande.

Pour les investissements industriels, la demande s'amointrit également, la reconversion économique est à peu près achevée. La baisse de la demande peut être compensée par la hausse des prix ; on doit arriver ici à une stabilité approximative...

Quant au commerce extérieur, la demande restera pressante ; il se produira toutefois des difficultés, en ce sens que la plupart des pays clients des Etats-Unis, voient peu à peu s'épuiser leurs réserves de dollars et d'or ; leurs achats risquent de se réduire fortement (il ne s'agit pas des achats à caractère non commercial. Ceux du plan Marshall par exemple figurent parmi les dépenses gouvernementales et ne font pas partie de la balance commerciale ordinaire).

En ce qui concerne la reconstitution des stocks, les pronostics sont difficiles ; les stocks sont à peu près reconstitués sur la base d'avant guerre. Si les prix continuent à monter, il y aura tendance à accumuler et par conséquent, de ce chef, un surcroît de demande. Si, au contraire, les commerçants, les intermédiaires et les fermiers ont l'impression que les prix vont baisser, ils chercheront à réduire leurs stocks au minimum.

Pour la consommation des biens non durables, qui a connu, l'année 1946, une expansion colossale et sans précédent s'élevant à 146 milliards de dollars, le progrès peut encore se poursuivre peut-être, mais pas à la même cadence.

Au total, en tenant compte de tous les éléments énumérés, on peut admettre qu'au cours de 1948, il y aura un léger essoufflement de la demande, dans un moment où les possibilités de la production seront plus élevées que jamais,

puisque la reconversion sera achevée et que les nouveaux équipements seront en place.

Si M. Livingstone, expert éminent, pense que la tendance inflationniste ne sera pas renversée en 1948, M. Kalecki, l'un des meilleurs économistes de l'Organisation des Nations Unies, estime au contraire qu'en 1948 nous connaissons un plafonnement et même, éventuellement, un retournement de la tendance...

Actuellement, le gouvernement multiplie ses efforts dans le sens de la lutte contre l'inflation ; dans les déclarations des hommes publics américains, on voit constamment se manifester le souci dominant de l'inflation et une crainte que des inconvénients graves puissent en résulter pour l'économie américaine et pour l'économie mondiale tout entière.

Pour donner à ces propos toute leur portée, il faut se souvenir que les fonctionnaires et les hommes publics américains responsables dans le domaine économique, ont fait leur éducation pendant la période du « New Deal ». Même les anciens anti-new dealers sont inconsciemment imprégnés des idées économiques qui se sont développées dans l'opinion américaine pendant ces vingt dernières années ; ce sont des hommes qui considèrent que la responsabilité gouvernementale comporte l'action économique, l'interventionnisme ; beaucoup d'entre eux professent le libéralisme économique et condamnent ce que nous appelons le dirigisme ; cependant ils agissent inconsciemment comme s'ils estimaient unanimement que le premier devoir du gouvernement est d'empêcher la dépression économique par tous les moyens. Ils n'hésiteraient pas, si les circonstances le rendaient nécessaire, à avoir recours au dirigisme le plus autoritaire pour combattre une crise menaçante. Et ils connaissent un certain nombre de moyens d'action économique, permettant de lutter contre la dépression et contre le marasme économique. Ce sont les moyens qu'a utilisés le président Roosevelt, au moment du New Deal : augmentation des salaires et autres méthodes susceptibles de stimuler la demande, si elle vient à faiblir, dégrèvements fiscaux, déficit budgétaire, grands travaux, baisse du taux de l'intérêt, limitation de la production, prix minima, stockage organisé, etc.

L'arme d'intervention qui est la plus recommandée par les écrivains américains est celle du « budget flexible », c'est-à-dire, l'emploi du déficit ou de l'excédent budgétaire pour agir sur le cercle économique. Pendant ces dernières années, consciemment ou non, ils en ont fait largement usage. Au cours du deuxième trimestre de 1945, la cadence annuelle du déficit budgétaire était de l'ordre de 48 milliards, c'est-à-dire que l'Etat jetait dans la circulation 48 milliards de pouvoir d'achat supplémentaire. A l'heure actuelle nous sommes dans une situation inverse ; il y a un excédent de 6 milliards environ, c'est-à-dire que le gouvernement retire de la circulation 6 milliards de pouvoir d'achat qu'il stérilise pour lutter contre la tendance inflationniste. Comme il y a un surcroît de demande par rapport à l'offre, il est évident qu'un tel excédent budgétaire constitue une ponction et freine puissamment le développement de l'inflation ; c'est pourquoi le président Truman et ses conseillers résistent aux demandes qui se manifestent de toutes parts pour obtenir des dégrèvements fiscaux. L'opinion comprend assez bien cela ; elle estime que le gouvernement doit agir sur la vie économique et lutter contre les dangers

d'inflation, en maintenant les excédents budgétaires qui constituent le meilleur outil dans la lutte contre une évolution économique dangereuse.

Le « budget flexible » est donc une méthode pour approcher de la stabilité économique. Si un gouvernement ménage des excédents en période d'inflation et réalise, au contraire, un déficit budgétaire raisonnable en période de déflation, les oscillations cycliques sont atténuées et on peut, dans une certaine mesure, limiter ainsi le marasme économique. La conception du budget cyclique a été très étudiée par les écrivains américains.

Si la dépression s'annonçait aux États-Unis en 1948, elle ne suivrait probablement pas une évolution comparable à celle de 1929 et 1930, car les Pouvoirs publics interviendraient énergiquement pour en prévenir les conséquences.

Il existe encore une autre grande différence entre la situation américaine de 1929 et celle de 1948. En 1929, la crise inflationniste fut principalement due à l'effondrement des prix des produits agricoles et des matières premières. Les stocks de céréales aux États-Unis (et au Canada) étaient considérables, ils ne pouvaient être écoulés. La chute massive de leurs prix entraîna la ruine des fermiers, qui forment une fraction importante de la population. Ils réduisirent corrélativement leurs propres achats, il en résulta une baisse massive des commandes dans l'industrie, puis le chômage, et la réduction du pouvoir d'achat des ouvriers. C'est par ce processus que la crise de 1929 éclata. Pour combattre cette crise, après divers tâtonnements, le président Roosevelt intervint directement au point sensible par injection de crédits chez les producteurs et les ouvriers. Rien de semblable ne peut être prévu actuellement ; les prix agricoles sont en hausse, il n'y a pas de stocks, il existe hélas une pénurie mondiale de denrées alimentaires, plus spécialement de céréales. La récolte de 1948 trouvera preneurs, quelle que soit son importance. Les revenus agricoles resteront élevés (sous réserve des problèmes de financement qui ne sont pas tout à fait au point). On ne peut pas prévoir qu'il se produise quoi que ce soit de comparable, de près ou de loin à la crise de 1929. Si une crise s'annonce, elle sera d'abord industrielle, en ce sens qu'il peut se produire quelques difficultés d'écoulement pour un certain nombre de produits manufacturés ; un chômage léger (3 ou 4 millions d'hommes par exemple) est possible. L'industrie serait alors atteinte, tandis que l'agriculture resterait prospère. Mais dans ce cas, l'agriculture dont le revenu resterait élevé, continuerait à absorber une fraction croissante de la production industrielle, notamment des articles manufacturés, de sorte que la dépression ne pourrait être que limitée.

* * *

Quelle peut être à court terme l'influence des phénomènes américains sur le monde extérieur, spécialement sur l'Europe occidentale ?

Le contraste est violent entre les États-Unis, où le potentiel de production, par rapport à 1938, s'est accru de 80 %, et l'Europe, où le potentiel de production, dans l'ensemble a décru de 50 %. L'Europe et notamment l'Europe occidentale est loin de pouvoir se suffire et se trouve obligée de recourir massivement à l'importation. Les États-Unis, seuls capables de fournir des

produits ou des marchandises sans lesquels la vie économique et tout d'abord le ravitaillement seraient impossibles en Europe occidentale, jouèrent de ce chef un rôle vital.

L'excédent des exportations des Etats-Unis en 1947 atteint le chiffre colossal de 11 milliards de dollars.

Le rôle des Etats-Unis est devenu prédominant dans le commerce extérieur de la plupart des pays. En 1937, la part des Etats-Unis dans le commerce extérieur de la Grande-Bretagne était de 11 % ; il passe en 1946 à 17 %.

Pour la France, il était de 10 % ; il passe en 1946 à 17 %.

Pour la Belgique, il a passé de 9 % à 19 %.

Pour la Suisse, il a passé de 7 % à 16 %.

Pour la Tchécoslovaquie, pays qui se trouve politiquement associé à la Russie soviétique, la part des Etats-Unis dans le commerce extérieur était de 10 % en 1937 ; il était en 1946 de 41 %. Récemment l'U. R. S. S. a réagi ; des conventions commerciales sont intervenues pour essayer de renverser la vapeur.

Dans les pays non européens, phénomène identique. En 1937, les Etats-Unis intervenaient pour 6 % dans le commerce extérieur de l'Egypte, ils passent à 14 % ; pour la Chine, le rôle des Etats-Unis était de l'ordre de 20 %, il a passé à 60 % ; pour les Philippines il a passé de 60 % à 95 % ; pour l'Amérique du Sud de 45 % à 60 %. Ce qui ne va pas sans provoquer des protestations d'autres pays exportateurs traditionnels en Amérique latine, notamment de la Grande-Bretagne.

Ces chiffres font ressortir l'amplitude d'une évolution qui caractérise la situation présente du commerce international.

A l'heure actuelle les Etats-Unis exportent en gros trois catégories de marchandises :

1. Les exportations normales, traditionnelles, ayant toujours joué un grand rôle dans l'exportation américaine, marchandises dont la vente était en progrès avant 1939 : machines, pétrole, acier, automobiles, tracteurs, etc. C'est le type fondamental de l'exportation américaine, celle qui même sans les événements de ces dernières années, se serait certainement beaucoup développée.

En ce qui concerne l'équipement, les tracteurs, les machines, il était difficile de s'en procurer aux Etats-Unis en 1945 et 1946. Maintenant que les stocks sont reconstitués et la reconversion effectuée, il est probable que ces marchandises seront un peu plus aisées à obtenir.

Dans cette première catégorie d'exportations, figurent deux sortes de produits :

a) les produits manufacturés indispensables (camions, acier, tracteurs). Ce sont surtout les pays ruinés par la guerre qui recherchent ces produits, ainsi que les pays neufs. C'est ainsi qu'il fut prévu par la Conférence des Seize, réunie à Paris récemment pour étudier le Plan Marshall que l'importation de produits sidérurgiques américains dans les prochaines années, pour les besoins de l'Europe occidentale, resterait considérable. La proportion d'importation de ces produits en provenance des Etats-Unis était en 1938

de 65 % ; selon la Conférence de Paris, elle sera en 1948 de 89 % ; en 1951, elle s'élèvera à 90 %, Autrement dit, les pays européens — d'après les études de la Conférence de Paris — continueront à acheter aux Etats-Unis et dans des proportions considérables les produits manufacturés qui leur sont indispensables.

b) à côté des produits manufacturés, on trouve les marchandises de consommation courante, ou même de luxe : automobiles, frigidaires, radios, marchandises de luxe ou de demi-luxe qui ne correspondent pas à un besoin aussi indiscutable.

Or l'Europe a des difficultés de financement. Elle ne porte pas ses préférences vers les achats de luxe, elle y résiste même, elle les freine par des procédés divers. Pour vaincre cette résistance, les industriels américains intéressés, qui tiennent à conserver un marché extérieur largement ouvert, recommandent la politique commerciale internationale de la libre compétition, l'abaissement des barrières douanières, l'interdiction du contrôle des changes, etc. Ces idées sont à la base de la Charte du commerce international étudiée par la Conférence de Genève, et dont l'étude s'est poursuivie à la Conférence de La Havane.

2. La seconde catégorie de marchandises exportées par les Etats-Unis est aussi traditionnelle, mais, elle comprend des produits dont la vente était avant la guerre, en régression considérable : ce sont surtout des produits agricoles, blé, coton, viande, bois. Au début du siècle, ces produits constituaient 45 % de l'exportation américaine ; mais ce pourcentage était tombé au-dessous de 15 % à la veille de la guerre. Ces exportations ont brusquement repris du fait de la situation exceptionnelle. L'Europe orientale ne fournissant plus ni blé, ni bois, par exemple, des pays comme l'Angleterre, la Belgique, la Suisse, sont obligés de recourir aux Etats-Unis ou au Canada pour satisfaire leurs besoins.

Seulement ce commerce sera appelé à décliner lorsque la production sera rétablie en Europe et en Asie. Dans ces prévisions sur l'évolution du commerce extérieur, au cours des années prochaines, en ce qui concerne les denrées alimentaires, les aliments du bétail, les engrais, la conférence de Paris a établi un programme d'achats aux Etats-Unis de 1948 à 1951 ; pour les pays participants la proportion des achats aux Etats-Unis dans les catégories de marchandises en question, doit tomber, d'après la Conférence, de 63 à 55 % ; pour le bois de 51 à 31 %.

Les producteurs américains intéressés le savent ; ils ne peuvent pas espérer continuer à exporter dans les conditions faciles du moment présent des denrées ou des marchandises qui sont aussi produites dans d'autres régions du globe, souvent à des prix plus avantageux que les prix américains.

Aussi, voit-on ces producteurs (fermiers, cultivateurs, industries de transformation des produits agricoles, etc.) compter beaucoup moins sur l'exportation pour protéger leurs prix et leur emploi dans l'avenir, que sur certaines méthodes d'économie dirigée. Dans ces milieux, on parle de limitation de production (volontaire ou obligatoire), de cartels de producteurs, d'intervention économique destinée à sauvegarder une stabilité aussi grande que

possible des prix et de l'emploi ; les intéressés savent que leur avenir ne peut pas dépendre d'exportations qui se pratiquent à l'heure actuelle, sur une grande échelle mais qui étaient déclinantes avant la guerre et qui seront menacées dès que la reconstruction économique du monde et surtout de l'Europe de l'Est sera plus avancée.

3. La dernière catégorie de marchandises exportées par les Etats-Unis est composée de produits qu'ils n'exportaient pas avant la guerre tels que le charbon et les engrais. En matière de charbon, l'Europe prise dans son ensemble se suffisait à elle-même ; certains pays européens étaient grands exportateurs : la Grande-Bretagne, la Pologne. Dans les années qui viendront, nous verrons réapparaître une production de charbon plus élevée en Europe et les pays que nous venons de mentionner, reprendront probablement leur place sur le marché international du charbon.

D'après les calculs de la Conférence de Paris, et en ce qui concerne les besoins en charbon des seize pays représentés et de l'Allemagne occidentale, 41 millions de tonnes de charbon en provenance des Etats-Unis seront nécessaires en 1948, et 6 millions de tonnes seulement en 1951. Dans le même temps, on compte que la Pologne développera ses exportations de 17 millions à 31 millions de tonnes.

Tel est le panorama du commerce entre les Etats-Unis et l'Europe pour l'année 1947. Mais, à ces difficultés temporaires ou durables, s'ajoutent des problèmes de financement.

On y a fait face, dans une certaine mesure, par la liquidation partielle des réserves d'or ou de devises des pays importateurs ; il ne peut s'agir que d'un moyen provisoire. Les pays d'Europe occidentale ont liquidé à peu près 1 milliard et demi de leurs avoirs en 1946 ; ils ne pourront pas soutenir longtemps un pareil effort. La difficulté vient de ce qu'ils ne peuvent pas fournir de marchandises en contrepartie de celles qu'ils achètent. Et cela pour deux raisons : d'abord parce que leur production a été très réduite, du fait de la guerre, ensuite parce que les Etats-Unis n'importent que très difficilement. De là le déséquilibre massif dans les échanges entre la plupart des pays européens et les Etats-Unis.

Pendant le premier semestre 1947, l'Angleterre a acheté, dans la zone dollar pour 149 millions de livres et vendu seulement pour 29 millions. Au cours de la même période, la France a acheté, dans la zone dollar, pour 58 milliards de francs et n'a vendu que pour 7 milliards ; chose frappante, la France est parvenue à équilibrer son commerce extérieur avec le bloc sterling et avec un certain nombre de pays européens, mais par contre avec le bloc dollar, il subsiste un déficit considérable.

Certes, dès avant la guerre, la balance commerciale entre les pays européens et les Etats-Unis était déséquilibrée. Dans leur ensemble, les seize pays qui ont participé à la Conférence de Paris, importaient avant guerre à peu près deux fois plus des Etats-Unis qu'ils ne leur vendaient. Ils exportaient vers d'autres régions du globe, en Amérique du Sud, par exemple, en Asie et ils tiraient de ce commerce des recettes convertibles en dollars, qui leur permettaient de payer ce qu'ils achetaient aux Etats-Unis. Mais les recettes que l'on

peut tirer aujourd'hui, soit des pays asiatiques, soit d'Amérique du Sud, soit encore du bloc-sterling ne sont plus convertibles en dollars.

De plus, la Norvège, la France, l'Angleterre, la Grèce, etc. avaient des flottes de commerce qui leur assuraient des recettes substantielles ; aujourd'hui, ces pays n'ont que des flottes insuffisantes, de telle manière qu'aux dépenses destinées à payer ce qu'ils achètent, s'ajoutent les dépenses de fret.

Certes, l'Amérique a ouvert des crédits à l'Europe. Prématurément le gouvernement Américain avait supprimé des systèmes nés des circonstances : prêt-bail, UNRRA, etc. Au lieu de cela, il dut consentir des prêts aux pays importateurs. Entre juin 1945 et juin 1947, ils ont avancé à peu près 11 milliards de dollars, répartis comme suit :

à l'Angleterre	4.400 millions environ
à la France	1.960 millions environ
à l'Italie	850 millions environ
à la Grèce	610 millions environ
à la Pologne	440 millions environ
à la Russie soviétique	420 millions environ, etc.

Ces pays ont également reçu quelques prêts indirects, par l'intermédiaire des institutions internationales, du Fonds Monétaire international, de la Banque Internationale. Tout cela a constitué des moyens de « dépannage » provisoires mais n'a pas permis de résoudre les problèmes de fonds qui subsistent.

La Conférence de Paris a évalué les besoins de 1948 à 8 milliards de dollars, pour les pays participants et pour l'Allemagne occidentale. Toutefois, la demande, dans le cadre du Plan Marshall a été réduite à 7 milliards. De toutes manières l'aide Marshall ne permet donc pas d'équilibrer la balance de 1948.

Pour l'adoption du Plan Marshall, on s'est heurté aux Etats-Unis à une résistance, provenant partiellement sans doute de la méconnaissance des difficultés européennes, mais qui s'explique surtout par la crainte d'une inflation, plus forte aux Etats-Unis si on développe la « demande » pour le compte extérieur. Si les crédits ouverts aux pays européens sont très élevés, ils peuvent provoquer sur le marché américain une demande de marchandises qui peut déclencher une hausse plus ou moins violente des prix.

Cependant, il faut convenir que 6 milliards ou 6 milliards et demi de dollars prêtés à l'Europe, ne représentent en définitive que 3 % du revenu national. Ce chiffre correspond à peu de chose près, et compte tenu de la hausse des prix, à la cadence des prêts consentis depuis juin 1945. Néanmoins l'Administration entend éviter que la demande pour l'Europe ait des conséquences inflationnistes. D'où son effort pour limiter en contre-partie la demande intérieure, d'où aussi la proposition tendant à rétablir le rationnement des produits agricoles de base.

Si on examine enfin les années suivantes, toujours d'après les hypothèses de la Conférence de Paris, on peut prévoir que la balance entre les Etats-Unis et l'Europe occidentale s'améliorera progressivement, et que le déficit évalué à 8 milliards pour 1948 tombera à 3 milliards et demi environ en 1951.

Les pays européens verront probablement leur production se rétablir et pourront reprendre leurs exportations. Ils vendront, entre autres, dans

certains pays non participants au Plan Marshall : Russie soviétique, Extrême Orient, Afrique, etc. de telle façon qu'ils arriveront à obtenir des recettes nouvelles. Bien entendu cela repose sur un certain nombre d'hypothèses : l'Europe retrouverait ses sources d'approvisionnement actuellement perdues ; la production en charbon serait relevée en Angleterre et en Pologne ; la culture du blé serait développée en Allemagne orientale, en Hongrie, en Roumanie...

Mais, même si ces hypothèses optimistes se réalisent intégralement, il ne faut pas oublier que l'excédent d'exportation obtenu vers les pays non participants au plan Marshall et évalué à 1800 millions de dollars en 1951 sera réalisé en monnaies généralement non convertibles en dollars. Ainsi cet excédent ne se compense pas avec le déficit qui subsistera par ailleurs avec le bloc dollar, lequel serait, pour les années 1948-1951, de l'ordre de 22 milliards.

L'idée du Plan Marshall, c'est que les Etats-Unis avancent cette somme à l'Europe occidentale. On ne voit d'ailleurs pas comment elle pourra ensuite être amortie. De là, l'idée supplémentaire d'une « aide gratuite », ou partiellement gratuite, comparable au prêt-bail ou à l'UNRRA.

Pourrait-on faire face à cette situation par la reprise des prêts commerciaux privés entre pays prêteurs (Etats-Unis, Suisse, Suède, etc.) et pays débiteurs ? Il faut voir que, pour le moment les possibilités de prêts privés sont réduites. Les prêts privés doivent certainement être encouragés, mais il ne faut pas se faire d'illusions sur leur volume possible.

Il y a une autre question. Jusqu'ici nous avons examiné un certain nombre de problèmes en nous plaçant dans l'hypothèse d'une situation économique stable. Mais quelles seraient les conséquences d'oscillations économiques importantes susceptibles de se produire aux Etats-Unis ?

S'il y a une hausse accentuée des prix aux Etats-Unis, il en résulte une dévalorisation de fait des avoirs-or ou dollars des pays importateurs. On l'a vu dans le cas de l'emprunt anglais de 4 milliards de dollars consenti en décembre 1945 ; en raison de l'évolution des prix américains, les Anglais ne purent acheter avec ces 4 milliards plus de marchandises qu'ils n'en auraient achetées avec 3 milliards au moment de l'ouverture du crédit.

Dans le cas inverse, s'il y a crise et effondrement des prix aux Etats-Unis, quelles sont les conséquences extérieures ? La première conséquence c'est la cessation des achats américains de matières premières dans les pays neufs ; les Etats-Unis se procurent principalement leurs matières premières en Afrique, en Amérique du Sud ou en Asie. S'ils suspendent leurs achats, il en résulte une crise profonde pour leurs fournisseurs ; c'est ce qui s'est passé en 1929 ; la crise américaine entraîna immédiatement un krack dans les pays producteurs de matières premières. — D'une part, une crise aux Etats-Unis entraînerait aussi une réduction des achats américains en Europe et dans les pays du bloc-sterling ; ce serait donc pour ces régions du globe la suppression de leurs dernières ressources en dollars. En un mot, une crise américaine aurait des suites rapides et graves dans le monde entier.

On peut être assuré toutefois que dans ce cas, les Etats-Unis s'efforceraient d'exporter malgré tout, et, pour y parvenir, de fournir de nouveaux crédits à leurs clients habituels.

Certains journaux, partant de l'idée que les Etats-Unis ont besoin d'exporter pour éviter une crise de mévente, voient dans le Plan Marshall la préfiguration d'une politique de ce genre ; le Plan Marshall serait une tentative de sauvetage, destinée à assurer à l'Amérique des débouchés qui menacent de lui manquer et à éviter une crise imminente. Cette interprétation appelle une mise au point.

Les pays Européens qui adhèrent au Plan Marshall vont recevoir des dollars pour acheter du blé, du charbon, du pétrole, des produits de base. Or, il n'y a actuellement aucune difficulté d'écoulement pour ces produits ; pour ces marchandises existe au contraire une pénurie certaine. Les pays européens n'achèteront pas des produits de luxe, ni même de demi-luxe, avec les dollars américains accordés par le Plan Marshall, mais seulement ce qui est essentiel pour eux, des denrées alimentaires, des matières premières. Il n'est donc pas exact que les dollars mis à la disposition des pays européens permettront directement d'écouler des produits manufacturés américains vers les pays bénéficiaires du Plan Marshall. Le pouvoir d'achat dont vont bénéficier les pays intéressés, ils le céderont aux paysans, aux fermiers (s'ils achètent du blé), aux mineurs (s'ils achètent du charbon) etc. Mais les fermiers, les paysans, les mineurs les utiliseront pour acheter dans le secteur industriel, pour se faire construire des logements, pour acheter des automobiles... Les achats européens, même s'ils ne concernent pas des produits manufacturés, soutiendront donc la demande aux Etats-Unis, et contribueront à éloigner la crise. Tel sera peut-être l'effet futur. Mais, dans l'immédiat, et tant que la demande aura tendance à excéder l'offre aux Etats-Unis, le Plan Marshall en créant une demande supplémentaire pour le compte des pays européens, constituera un facteur de hausse des prix internes avec les dangers correspondants.

Au point de vue des intérêts européens, le Plan Marshall, malgré les réserves formulées plus haut, est une aide urgente et indispensable dans la situation actuelle ; elle donnera un répit partiel, un soulagement momentané ; les erreurs passées rendent indispensable un soutien de ce genre...

Quoi qu'il arrive et quels que soient les événements de ces prochains mois, en ce qui concerne le Plan Marshall, la question de la balance des paiements restera posée. C'est sans doute l'une des plus difficiles des grandes questions actuelles ; il s'agit en définitive, de permettre à l'Amérique d'utiliser à plein ses capacités de production et de jouir des revenus et des amortissements des prêts qu'elle aura consentis aux autres pays pour leur reconstruction. Les Américains ont tendance à laisser ces problèmes se résoudre d'eux-mêmes, par la libre compétition des producteurs et des pays. C'est une vue un peu trop simpliste. Dans l'histoire contemporaine une grande expérience de ce genre fut déjà tentée une fois entre 1860 et 1880 : il serait intéressant de rechercher pourquoi cette tentative libre-échangiste a échoué. A cette époque, on n'a pas su adapter la consommation aux énormes progrès de la production. Il ne faut pas renouveler cette faute ; il sera indispensable, dans les cinq ou dix années qui viennent, de relever massivement les facultés de consommation, les niveaux d'existence, et d'abord aux Etats-Unis. Certes, leur niveau de vie est supérieur à celui des autres pays du globe ; mais il est encore insuffisant,

puisque'il ne leur permet pas d'absorber la totalité de leur production (soit directement, soit par voie d'échanges internationaux) et de leurs revenus extérieurs.

Dès que le danger inflationniste actuel sera écarté le gouvernement américain devra étudier les moyens de maintenir au maximum le niveau de l'emploi. Il devra envisager une sorte de plan décennal de stabilisation économique ou de « contre-crise » ; pour cette réalisation, il faudra une mentalité sociale audacieuse, qui est en progrès aux Etats-Unis. Ainsi, les Etats-Unis deviendront plus encore qu'aujourd'hui un pays prodigieusement en avance sur tous les autres, au point de vue du niveau de vie matériel. Ils pourront développer leurs importations et les autres pays profiteront peu à peu, par une sorte de contagion à la fois heureuse et inévitable, des progrès réalisés dans le Nouveau Monde.

Que cela soit mûrement réfléchi, médité et organisé, ou que cela résulte d'approximations successives sous la pression des événements, il faudra beaucoup d'imagination, de volonté et, sans doute, d'audace pour le réaliser. Espérons que les hommes d'Etat de l'autre continent — et les nôtres — n'en manqueront pas, dans l'intérêt de la prospérité, du progrès et de la paix du monde.

P. M. F.

